Extrême droite et concentration des médias

État des lieux

La question de la montée de l'extrême droite ne peut être détachée de la fonction sociale et économique quelle supporte dans la crise actuelle du capitalisme néo-libéral. L'argumentaire de l'extrême droite s'appuie sur un discours visant à rendre naturelle et irrévocable une situation de pénurie où certains auront plus et d'autres moins. Dans ce cadre, la classe possédante met davantage en avant une solution basée sur un pacte racial réactionnaire où les discriminations et le racisme assureront la protection de ses intérêts particuliers. Pour imposer ses idées, l'extrême droite dispose de divers moyens, notamment médiatiques. On peut le vérifier grâce au concept de Fenêtre d'Overton qui définit « le périmètre de ce qui peut être dit et discuté au sein d'une société [1] » : c'est ce qui est ou devient tolérable ou ce qui, au contraire, cesse de l'être. Si les idées réactionnaires et racistes se sont normalisées dans plusieurs médias dominants et répandus dans des courants politiques plus modérés, donnant une impression d'hégémonie, cela ne représente pas la totalité de la société.

[brochure téléchargeable au format pdf à la fin de ce billet]

En effet, cette période de crise donne aussi lieu à un renouvellement des idées progressistes anticapitalistes, féministes et antiracistes.

Capitalisme et extrême droite : un seul ennemi commun

La montée de l'extrême droite en France et dans le monde est inséparable de l'organisation capitaliste du travail, dont le monde de la culture n'est pas exempt. Plusieurs éléments de la politique publique concernant la culture ont, depuis dix ans, aggravé l'isolement et la mise en concurrence des individus et des structures de production culturelle, faisant le lit de l'extrême droite.

Les plans successifs de politiques publiques que sont la RGPP (2007-2012), la MAP (2012-2017) puis Action Publique (2017-2022) [2]. visent à réduire le budget de l'État en mettant notamment en place des critères quantifiables de performance et d'efficacité des services publics.

C'est ainsi que les montants des subventions de fonctionnement ont drastiquement baissé, au profit du subventionnement par projet sur critères. Cette politique a pour conséquence d'habituer les structures et leurs salarié·es à produire des discours en adéquation avec les attentes des comités de sélection, parfois composés d'élu·es. La régularité de cet exercice habitue structures, salarié·es et artistes à une forme d'allégeance vis-à-vis de ces comités, entraînant le développement de l'autocensure et la mise en concurrence des structures de production.

La baisse drastique des subventions organisée par les gouvernements Macron ou les collectivités dirigées notamment par la droite et l'extrême droite, dont les Pays de la Loire sont un exemple emblématique, pousse les acteurs subventionnés à fermer ou à se tourner vers des financements privés [3].

Dans les métiers de la culture comme ailleurs, la politique du flex office, la mise en concurrence des salarié·es, la réduction des espaces de communication (suppression des salles

de pause, développement du télétravail, statuts contractuels différenciés), isolent les personnes, quelles soient en emploi ou non.

C’est ainsi que les politiques managériales prônées par le système libéral poussent les salarié·es à culpabiliser de leurs conditions de travail. Cette situation conduit à une baisse d’estime de soi et à une perception atrophiée de leur capacité d’action collective.

L’économiste et statisticien Thomas Coutrot [4] montre que le vote RN se développe là où les travailleureuses voient leur capacité de s’exprimer dans le cadre de réunions formelles sur leur travail, réduite. Ainsi, partout où les managements ultralibéraux décrédibilisent l’action collective, se créent les conditions du repli vers l’extrême droite. Dans cette optique, l’action syndicale, en visant l’organisation collective des travailleureuses, restaure leur perception de leur capacité d’agir et de lutter contre l’extrême droite.



État des lieux dans les médias

Actuellement, la mainmise du patronat soutenant l’idéologie

d’extrême droite sur les médias n’est plus à prouver :

- multiplication d’investissements dans les titres de presse et chaînes d’informations d’opinion ;
- rachats de grands groupes d’édition ;
- financement d’influenceureuses et autres idéologues ;
- recrutement de journalistes acquis·es à leurs idées ;
- rachats d’écoles de journalisme ou investissements dans celles-ci.

Ces outils leur permettent de marteler les idées d’extrême droite et d’occuper le terrain médiatique en nourrissant les peurs, les fantasmes et les préjugés.

Cette attaque massive ne se fait pas sans réaction de la part des salarié·es du secteur. La tentative, en 2016, d’imposer Jean-Marc Morandini à CNews déclenche une grève massive, même si infructueuse, et conduit une majorité de journalistes à quitter la chaîne. Au *Journal du dimanche*, l’arrivée en juin 2023 de Geoffroy Lejeune, ancien directeur de rédaction de *Valeurs actuelles,* provoque-t-elle aussi une grève et le départ de nombreux-ses journalistes. En 2024, en pleine campagne à la suite de la dissolution de l’Assemblée nationale, la droite a forgé le concept de « barrage au Nouveau Front Populaire », ouvrant une brèche en réponse directe au barrage à l’extrême droite qui est, ou était, quant à lui, parfaitement assimilé au sein de la société. Si la manœuvre n’étonne guère venant des politiques, on s’inquiète cependant de la diffusion de ce genre d’idées ou de propos sans recul critique ou sans apport factuel de la part de la presse, responsable en partie de la façon dont circulent les actualités et donc, de la façon dont évolue l’opinion au sein de notre société.

La tentation est grande, aujourd’hui, de parler d’extrême-droitisation passive de l’opinion [5]. L’ensemble du paysage

médiatique se fait l'écho des polémiques inventées de toutes pièces par ces chaînes et médias : côté pile un projet raciste aux politiques néolibérales et côté face, un projet néolibéral aux politiques racistes, transphobes, validistes, sexistes.

Cela nous montre en réalité que la volonté de détenir tous les moyens de production ne va pas sans détenir les moyens d'expression, de diffusion et de distribution.

Il est aussi fondamental de percevoir ces deux côtés de la même pièce raciste-néolibérale, que de comprendre le lien que celle-ci entretient avec le néo-colonialisme.

Penser aux administrateurs d'entreprises du CAC 40 en tant que patrons de titres de presse ne doit pas aller sans les identifier d'abord comme patrons d'industries à rentabiliser, des industries qui ravagent les écosystèmes, les sociétés, les corps, les personnes et les rapports sociaux.

Il faut nous mobiliser aux côtés des équipes du service public de l'audiovisuel, et des rédactions dont l'indépendance est menacée pour que les fréquences soient retirées aux groupes qui diffusent des idées d'extrême droite.

L'extrême droite n'a sa place ni dans les médias, ni au gouvernement, ni dans nos mouvements sociaux. Où qu'elle soit, nous appelons l'ensemble des travailleureuses à la combattre !



Collectivités territoriales et spectacle vivant face à l'extrême droite

Avant l'arrivée à la présidence du Front national de Marine Le Pen en 2011, les municipalités administrées par le FN (Marignane, Orange, Toulon, Vitrolles) sont marquées par l'intervention directe des élus dans les choix de programmation et de diffusion des œuvres des agents territoriaux. Ces interventions suscitent de vives réactions de la part des acteurs culturels et contribuent à mettre en évidence la dimension autoritaire de la politique culturelle de l'extrême droite.

À partir de 2014, la politique culturelle du Rassemblement national [6] se veut plus discrète, mais non moins offensive en s'appuyant sur deux piliers : le patrimoine national et la promotion de la francophonie.

Les élus RN mettent donc en place plusieurs types d'actions afin de promouvoir une culture identitaire excluante.

Par exemple, la mairie de Perpignan maintient sa subvention au festival de photojournalisme Visa pour l'image, tout en entretenant des relations conflictuelles avec la Casa Musicale, tournée vers les cultures urbaines.

À Hénin-Beaumont, le maire Steeve Briois, s'il ne décrète pas la fermeture de L'Escapade Théâtre [7] rend la vie impossible à ses salarié·es, tandis que la mairie augmente le loyer du local de la Ligue des droits de l'Homme de manière prohibitive.

Dans un registre plus politique, l'ex-maire RN de Beaucaire (Gard), Julian Sanchez, mène une politique interventionniste en prononçant un discours avant chaque représentation du théâtre municipal et promeut activement des événements mettant en scène le « folklore » local [8].

Plus politique également, l'organisation de polémiques autour d'évènements jugés trop « woke » (Le voyage en hiver, Nantes) et la victimisation de la culture nationale contre « la soumission, la démission et la résignation linguistique » comme le soutient le maire d'Hénin-Beaumont.

Enfin, les politiques locales du RN en matière de culture se caractérisent par le laisser faire vis-à-vis des groupuscules d'extrême droite en matière d'intimidation des acteurices d'une culture cosmopolite et inclusive, comme c'est le cas concernant un DJ set à Lyon, un spectacle pour enfants à Saint-Senoux et le festival Saint-Rock à la Clayette.

Ces méthodes d'actions s'appuient sur les piliers idéologiques et politiques traditionnels de l'extrême droite : fondamentalisme religieux, stigmatisation du plus grand nombre (antiféminisme, racisme, antisémitisme, islamophobie, anti-lgbtqia+, validisme, etc.), concentration des décisions de

programmation dans les mains des élu·es, privatisation de la culture, destruction du tissu social et culturel.

La politique culturelle de la droite et de l'extrême droite est donc la même : une culture de masse proposée par un nombre d'acteurs restreints, au service d'une idéologie suprémaciste et ultralibérale. Cette stratégie politique vise à séduire un électorat populaire qui bute sur un certain nombre d'interdits symboliques d'accès à la culture entretenus par les politiques culturelles publiques contemporaines.

La notion de « culture pour tous », si elle peut paraître légitime, élude la question des producteurs culturels. En effet, c'est bien une culture pour tous que visent à se partager un nombre restreint d'acteurs privés.

Proposition de revendications et modes d'action : comment lutter contre les idées d'extrême droite ?

Sécurité sociale de la culture : proposer une alternative

L'extrême droite se nourrit de l'intériorisation des logiques de domination et du sentiment d'insécurité, notamment en termes d'emploi.

Elle porte actuellement un discours offensif, suprématiste blanc et fondamentalement capitaliste, qui vise le monopole des moyens de production dans tous les domaines, y compris la culture. Face à cette offensive, le mouvement syndical, y compris SLID Culture Solidaires, se trouve dans une posture défensive.

Le principe de démocratie et d'autogestion que nous défendons doit s'incarner dans notre discours et nos revendications. Lutter contre l'extrême droite à la racine, c'est redonner aux personnes leur capacité d'agir, celle de disposer de leur corps et de leur temps, c'est-à-dire de s'approprier collectivement le travail. Il convient ainsi de rappeler, dans tous les espaces possibles, que la domination du capital sur le travail n'est pas une fatalité, que ce sont les travailleureuses qui créent la richesse et non les investisseurs.

S'informer, se former

Les médias français ainsi que le débat public sont rongés par l'extrême droite et ses idées.

Notre syndicat doit travailler la question de l'éducation aux médias et s'investir plus encore dans les collectifs antifascistes ou autres pouvant fournir ce type de formations.

SUD Culture Solidaires soutient les médias indépendants, notamment financièrement, et doit poursuivre cet engagement.

Au sein de l'Union syndicale Solidaires, SUD Culture Solidaires continue son investissement au sein de la commission antifasciste. Le syndicat encourage les nouveaux·elles adhérent·es à s'investir dans cette commission, et à s'inscrire aux formations antifascistes nationales et locales.

SUD Culture Solidaires, via sa commission formation, sollicite des camarades pour travailler à la mise en place d'une formation aux médias et à l'extrême droite. Pour ce faire, les ressources de la permanence seront mobilisées et enrichies.



Combattre la propagation de l’extrême droite dans le syndicat

Les idées d’extrême droite se propagent partout dans la société, et les milieux syndicaux n’en sont pas épargnés. En effet, plusieurs syndicats comme Alliance ou Force ouvrière sont ou ont déjà été l’objet de stratégie d’entrisme semblant délibérée. Cela pourrait mener à des explosions de sections, d’unions locales, mais aussi de syndicats moins solides sur leurs positions antifascistes.

En effet, une lecture biaisée de la Charte d’Amiens conduit certain·es à défendre l’idée que le syndicat de lutte étant indépendant des partis politiques, il est apolitique, ce qui est inexact.

Nous rappelons donc avec force que la Charte d’Amiens ne peut en aucun cas être instrumentalisée et que si nous revendiquons l’indépendance vis-à-vis des partis politiques, nous ne sommes pas apolitiques : notre syndicat est pleinement concerné par toutes les questions qui touchent à la cité, et donc par les dangers liés à l’installation durable de l’extrême droite dans le paysage politique.

Afin de doter les sections d’un outil permettant de couper court aux tentatives de dévoiement de la charte d’Amiens, un argumentaire statutaire sera présenté en Conseil des sections (CDS) en complément de nos chartes syndicales qui expriment clairement notre rejet de l’extrême droite et de ses idées, et qui ne laissent aucune place à l’interprétation.

Pour être en capacité de réagir efficacement en cas de comportements, propos, idées, affiliations partisanes d’extrême droite de la part d’un·e adhérent·e, il conviendra de mieux détailler le déroulé de la commission de conciliation ainsi que le processus d’exclusion, pour enrichir à terme le règlement intérieur.

Chaque adhérent·e informé·e de tels cas sera ainsi en mesure de dérouler la bonne marche à suivre et d’être épaulé·e : quels éléments d’informations sont nécessaires, qui contacter dans le syndicat, comment solliciter la procédure d’exclusion si besoin et comment prévenir les autres forces syndicales present·es sur le même champ pour éviter que le problème ne se déplace ailleurs.

Notre syndicat doit également réfléchir à des positionnements face aux victoires électorales de l’extrême droite : quelle acceptation institutionnelle ? Le choix de siéger ou non dans les instances revient aux sections qui peuvent choisir localement la manière la plus adéquate pour lutter contre les idées d’extrême droite et leurs applications.

Lutter contre les idées d’extrême droite doit se faire partout et avec tous les moyens en notre possession. Notre syndicat mettra en place tous les outils à sa disposition pour aider les travailleureuses et protéger ses adhérent.e.s contre les politiques et les attaques de l’extrême droite.

Notre organisation doit également sécuriser ses outils de communication interne et externe afin de protéger ses adhérent·es et militant·es. Ainsi, il conviendra de cesser

d’utiliser les outils informatiques auxquels le ministère de la Culture et les employeurs peuvent avoir accès.

Privilégier des outils libres de droit permettra d’affranchir le syndicat de toutes formes de censure. Il s’agira également de poser la question de l’anonymisation des militant·es.

Enfin, se munir d’une cellule de protection juridique à destination des militant·es et adhérent·es permettrait d’anticiper la répression syndicale. Notre outil syndical doit être en capacité – en cas de campagne offensive contre l’extrême droite, qu’elle soit informative ou active – d’être à côté de celleux qui luttent. Pour faire face à la machine lancée par l’extrême droite, et plus largement pour la convergence des luttes sociales, écologiques, féministes…

Nous devons continuer notre investissement dans les luttes et tisser des liens avec des collectifs partageant nos valeurs.

Ainsi, SUD Culture Solidaires doit continuer de s’investir activement dans l’association intersyndicale VISA (Association intersyndicale Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) et travailler avec les structures syndicales du champ culturel sur la lutte contre l’extrême droite.

La campagne Désarmer Bolloré avec une période d’actions menées du 29 janvier au 02 Février 2025 constitue un exemple de lutte collective contre l’extrême droite visant l’empire de V. Bolloré.

SUD Culture Solidaires doit être en mesure d’intégrer en amont de telles campagnes de lutte inter-organisations, et ce, afin d’apporter toute forme de soutien à la lutte collective contre l’extrême droite : mandatement de référent·es, participation aux réunions de préparation, participation aux actions, relais d’information…



Combattre les idées d’extrême droite dans nos structures de travail

SUD Culture Solidaires doit s’emparer de tous les moyens syndicaux possibles pour déconstruire le discours d’extrême droite dans nos structures de travail (entreprise, établissement public, associations, salles de spectacle…).

Les sections doivent être outillées pour informer les travailleureuses, relayer les campagnes d’affichage et les tracts de Solidaires et de SUD Culture Solidaires sur leurs lieux de travail et utiliser l’ensemble des canaux possibles pour transmettre nos analyses (panneaux d’affichage, courriels, assemblée générale, heure mensuelle d’information…) – et ce, pas uniquement au moment des élections, car c’est bien une lame de fond contre laquelle il faut faire face. Nous devons visibiliser et répéter le message pour que le plus de salarié·es puissent le lire : l’extrême droite reste l’ennemie des travailleureuses et de tous-tes les opprimé·es.

Cela pourrait s’incarner par un kit de lutte spécial « extrême droite » envoyé aux sections chaque année (comprenant affichages, tracts, textes référents des Chartes de SUD Culture Solidaires, revue de presse, fiche outil, procédure

d’exclusion, formations spécifiques, bibliographie de livres, de podcasts, etc.).

Ce kit spécial « anti-extrême droite » aurait pour objectif de fournir une boite à outils de ressources qui mettent en avant la politique antisociale menée par le RN et les réseaux actuels de l’extrême droite. Le schéma de l’extrême droite ou la carte des groupes locaux d’extrême droite fréquemment mise à jour par la plateforme de La Horde pourrait par exemple y être associé.

Notre syndicat doit former tous-tes les adhérent·es contre l’extrême droite pour affirmer nos positions en tant que syndicat antifasciste. Par conséquent il doit repenser ses formations internes afin d’y intégrer les spécificités de la lutte contre l’extrême droite et faire partager ce combat auprès du plus grand nombre. Les formations du collectif antifasciste VISA actuellement réalisées au CEFI sont une base solide sur laquelle s’appuyer.

Les sections dans leur ensemble aborderont le sujet de la lutte contre l’extrême droite collectivement, plusieurs fois par an, lors de réunions de section. Les sections du privé veilleront à ce que les délégué·es syndicaux-ales ne portent pas toutes les casquettes et, à ce titre, que les questions liées à la lutte contre l’extrême droite puissent être portées par d’autres adhérent·es.

Une stratégie d’autodéfense contre l’extrême droite et ses idées

Sur le terrain de l’opinion, SUD Culture Solidaires doit imposer ses valeurs, idées et revendications en :

- attaquant systématiquement les arguments de l’extrême droite ;
- diffusant nos arguments et nos pratiques démocratiques,

notamment en s’emparant des outils numériques (tout en conservant nos bonnes pratiques de choix des outils) où l’extrême droite est très présente, et que nous avons souvent laissé de côté ;

- par une propagande de tous les instants usant de tous les moyens mis à disposition par le syndicat ;
- en créant un outil de veille sur les tentatives d’intrusion de l’extrême droite dans le secteur culturel ;
- L’autodéfense contre l’extrême droite inclut aussi de se former, notamment en participant aux formations service d’ordre de Solidaires, pour pouvoir efficacement se protéger et protéger les camarades en manifestation.

SUD Culture Solidaires
Mai 2026



SCS Extreme droite et concentration des mediasTélécharger